

Entretien paru dans l'Express du 9 décembre 2005.

Questions posées à Laurent Lafforgue :

– **Pourquoi avez-vous accepté de démissionner ?**

- Après un déjeuner, le 18 novembre, Bruno Racine et Alain Seban m'ont appris que mon courriel avait été diffusé et qu'il faisait scandale dans les bureaux de l'Education nationale. Ils m'ont demandé de démissionner en expliquant que mes positions radicales rendraient difficile la recherche d'un consensus au sein du Haut conseil. Je n'avais pas envie de m'accrocher : j'étais désavoué par ceux-là mêmes qui m'avaient nommé.

– **Pensiez-vous vraiment que cette instance pouvait débattre sans consulter les experts ?**

- Je ne remets pas en cause les experts de l'éducation, mais ceux de l'Education nationale. Moins on écouterait ces brillants théoriciens qui ont largement détruit l'école, mieux cela vaudrait. Il faut entendre des praticiens, des profs, des instituteurs, les enseignants qui écrivent des livres et les associations qui, dans leur coin, sans subvention, donnent depuis des années de leur temps et de leur argent pour réfléchir et, par exemple, élaborer des projets de classes pilotes.

– **Que reprochez-vous aux « experts » de l'Education nationale ?**

- Notre système éducatif va très mal et ces gens-là en sont collectivement responsables, qu'il s'agisse des directions des administrations centrales, des corps d'inspecteurs ou de l'encadrement des instituts de formation des maîtres (IUFM). Je remets en cause par-dessus tout la domination des IUFM par les psychopédagogues, des gens qui n'ont pas de compétence dans les différentes disciplines scolaires mais qui prétendent expliquer aux stagiaires, de façon générale et abstraite, comment enseigner. Leurs doctrines sont néfastes et absurdes. Pourtant, ils les imposent. Les critiques ne sont pas tolérées.

– **Vous dénoncez d'une manière générale le carcan pédagogique imposé aux enseignants.**

- Je suis pour la liberté pédagogique. Il faut juger les enseignants sur la progression des élèves et non sur leur méthodes. Dans les collèges et les lycées, les profs sont peu inspectés. Ce qui ne va pas, ce sont les directives générales, les programmes et les manuels. Mais dans le primaire, les instituteurs sont beaucoup plus inspectés et jugés suivant leur conformité aux méthodes encensées par l'IUFM. Un stagiaire s'est vu sanctionné parce qu'il avait commis le crime épouvantable de se lancer dans une dictée. Sur le choix des méthodes de lecture, en théorie, la liberté règne. En pratique, les instituts qui utilisent la méthode syllabique s'exposent à être mal notés et à piétiner dans leur carrière.

– **La situation de l'école est-elle si grave ?**

- Depuis mon entrée à l'Académie des sciences, il y a dix-huit mois, j'ai recueilli ou lu beaucoup de témoignages de professeurs, je me suis renseigné sur les programmes et les manuels et je suis désespéré par ce que j'ai appris. Les universités voient arriver des étudiants qui n'ont aucune base structurée. Beaucoup ont des problèmes pour comprendre et s'exprimer par écrit : pour la plupart, la langue écrite est une langue étrangère. Ils savent certes se servir d'un logiciel, naviguer, mais ils sont incapables de programmer. Même les élèves sélectionnés dans les classes préparatoires aux grandes écoles y arrivent avec des lacunes stupéfiantes. Découvrir tout cela est affreux. J'ai l'impression que le monde que j'ai aimé, à qui ma famille doit tout, est en voie de destruction complète. Ce qui explique la violence de mon courriel.

Propos recueillis par Jacqueline Remy